

Nki pentchui

La voix des femmes

Lettre Informatrice de l' **AFFAMIR** Numéro VII Decembre 2004



SOMMAIRE

Dans ce numéro VII

Editorial

Les déterminants de la pauvreté.....P.2 - 3

Echos

Consolider les acquisP. 3

Carte blanche

María Alonso Pimentel, une marraine de cœur engagée auprès des enfants.....P. 5

Et si on en parlait?

La Caisse Populaire de Banéghang : une opportunité d'accès aux services financiers..... P.6

Et si c'était vrai ?

L'Humanité en otage.....P. 8

Dossier

Les défis de l'éducation.....P.9

Parenthèse santé

Le savon sauve la vie...l'eau potable aussi.....P. 10

Annonces et Humours.....P.10

Planète solidarité

Avec la volonté tout est possible.....P.11



Éditorial

Les déterminants de la pauvreté



En décembre 2003, le conseil d'administration de l'AFFAMIR s'est réuni pendant 3 jours. L'un des principaux objectifs de ces assises consistait en la définition du cadre général de son travail pour les 3-4 années à venir.

C'était la première fois que son conseil d'administration se réunissait pour une séance de travail aussi longue afin de réfléchir sur son développement et sur son rôle d'instrument de développement des populations de l'arrondissement de Penka Michel.

L'AFFAMIR s'est assigné comme mission de contribuer à la lutte contre la pauvreté. Pour lutter contre un adversaire, il faut d'abord l'identifier et le premier exercice de cette assise était donc de définir ce que c'est que la pauvreté. Après beaucoup de discussions entre les 13 membres présents, on est arrivé à la compréhension suivante : La pauvreté n'est pas seulement le manque d'argent, le manque de moyens. Permettre à des groupes de personnes pauvres de gagner plus d'argent, de manger et de mieux boire ne change pas fondamentalement les causes structurelles de leur pauvreté (Suite en page 2) ■

Par Céline Sika

Nous remercions nos partenaires le Gouvernement basque, la Mairie de Chipiona, la Mairie de Beasain du Pays Basque, la Fondation Haurralde de San Sebastian et le Mouvement Scout Makarenko de Barcelona pour leur appui.

ECHOS

(Suite Edito)

La pauvreté existe parce la société et ses institutions échouent dans leurs tentatives de corriger les inégalités socio-politiques et économiques. Parce que la société n'arrive pas à établir l'équité entre ses structures. Ces inégalités conduisent donc à l'injustice et à l'exploitation des uns par les autres comme, par exemple, le manque d'organisation des femmes qui produisent le couscous de manioc à Banéghang qui permet aux bayam sellam d'acheter leurs produits à vil prix !

Le but de l'AFFAMIR est d'appuyer les structures de notre communauté afin qu'elles puissent influencer ces causes de la pauvreté. Elle souhaite alors leur donner les habilités nécessaires pour agir et réagir dans la lutte contre les inégalités qui permettent à la pauvreté d'exister, de se manifester et perdurer.



Conseil d'Administration de l'AFFAMIR en réunion en 2003

Elle a choisi de le faire en contribuant au renforcement des capacités des structures de la société. Elle a identifié deux portes d'entrée :

1. Les tontines parce qu'elles sont les structures d'organisation de la vie sociale dans notre communauté les plus anciennes et les plus répandues. C'est aussi ici que se forge la solidarité de notre communauté et c'est encore ici que se développe les mécanismes de survie de notre monde informel en l'absence de toute assurance formelle et de toute sécurité sociale.

2. L'éducation de nos enfants car c'est le moyen le plus sûr d'avoir dans 15 à 25 ans des frères et sœurs avec les capacités nécessaires pour mener la bataille contre la pauvreté. En effet, éduquer et former les

enfants d'aujourd'hui nous donne l'espoir d'avoir demain des femmes et des hommes qui ont les capacités et le niveau de s'opposer et de conduire la lutte contre les inégalités sociales ■

Consolider les acquis !

Le 28 décembre 2004, l'AFFAMIR a tenu son Assemblée Générale (A.G.). Cette année, cette assise a connu un retentissement particulier par les réalisations passées et présentes, ainsi que par les attentes soulevées. Mais elle pose aussi des défis majeurs.

Passé et Présent :

Créée en septembre 2001, l'AFFAMIR a dès les premiers mois de sa création choisi de créer plus d'espace pour les femmes. Pour ce faire, elle a choisi de renforcer les capacités des tontines de femmes. Elle a ensuite conclu un partenariat stratégique avec la Caisse Populaire de Banéghang qui a accouché alors d'un système de micro crédit productif aux femmes à travers leurs groupes de tontines. Ainsi, les femmes reçoivent des crédits de la Caisse Populaire et des conseils de l'AFFAMIR pour l'utilisation et le remboursement de cet argent. A cette date, plus de 700 femmes ont reçu *via* leur groupe de tontine plus de six millions et demi de francs. L'AFFAMIR a un contrat de collaboration avec une quinzaine de groupes de tontines qui comptent au total quelques 800 femmes.

En 2003, l'AFFAMIR ouvrait la première école maternelle. En 2004, bénéficiant d'un soutien financier du Gouvernement Basque et de la Fondation Haurralde, elle a construit des locaux modernes à Banock pour sa première école et ouvert une deuxième école à Bansa Ville. Pour cette année scolaire 2004-2005, elle encadre 180 élèves dans ses structures. Pendant le mois d'août 2004, des experts en pédagogie espagnols ont encadré une dizaine d'institutrices aussi bien des écoles de l'AFFAMIR que des autres structures marquant ainsi le désir de soutenir et d'améliorer le secteur éducatif de Penka Michel dans son ensemble au-delà de l'ouverture des écoles.

Cette aide financière a aussi permis la construction et l'achat des premiers stocks d'une Maison de la Cultivatrice. Ici, les femmes pourront s'approvisionner les intrants et autres outils agricoles. Elle a enfin reçu des ordinateurs qui lui

ont permis dans un premier temps d'ouvrir une modeste école d'informatique à Banéghang.

Futur :

Le premier semestre 2005 sera celui de la consolidation des acquis : Dès janvier 2005, la Kinder's House de Banock sera équipée d'un bus pour le transport des enfants, et l'école d'informatique de Banéghang va se renforcer et se professionnaliser. Une deuxième école d'informatique sera ouverte à Bansa Ville. Des locaux seront trouvés pour l'extension de l'école maternelle de Penka Michel. Le personnel sera complet et comptera une vingtaine de personnes. Les activités de l'AFFAMIR auront alors atteint leur vitesse de croisière et sera alors entamée la **phase de consolidation !**

Défis :

C'est ici qu'apparaissent alors les grands défis pour ce programme de transformation sociale. Le plus important d'entre eux c'est ***l'appropriation*** de ce programme par les populations et les communautés bénéficiaires. L'appropriation veut dire que ce programme est celui des populations. C'est eux qui l'impulsent et le conduisent, à leur manière, à leur vitesse. Malheureusement, tout se passe jusqu'ici comme si c'était la seule affaire de l'AFFAMIR et dans une moindre mesure, de la Caisse Populaire. Les populations se contentent de subir et ne prennent aucune initiative.

Dans ce projet, le partenaire de l'AFFAMIR est la Caisse Populaire de Banéghang. Avec cette dernière, elle a mis en place un comité de gestion de ce vaste programme de transformation sociale.

Pour chacune de ses activités, un comité de gestion a été formé. Pour la Maison de la Cultivatrice, il comprend six personnes (un représentant de l'AFFAMIR, un de la Caisse, la gérante de la Maison de la Cultivatrice et 3 représentantes des tontines). Pour chacune des écoles, 5 personnes (un représentant de l'AFFAMIR, un du corps enseignant et 3 des parents d'élève *via* l'Association des Parents d'Elèves). Le premier défi est que la communauté à travers ces comités se mettent à jouer véritablement leur rôle de propriétaire de ce programme et libèrent l'AFFAMIR et la Caisse Populaire.

L'autre défi est de convaincre nos autorités (Mairie de Penka Michel et Sous-Préfecture) d'aider l'AFFAMIR et la Caisse Populaire à étendre leur expérience à tout l'arrondissement de Penka Michel ! ■

Jean Marc Sika

Carte blanche

María Alonso Pimentel, marraine de cœur engagée aux côtés de l'AFFAMIR



250 millions d'enfants travaillent dans le monde, 140 millions sont privés d'éducation, dont 60% de filles ! Face à ce constat alarmant, des gens se mobilisent parce qu'ils pensent que cette situation est réversible car créée par nous ! Des gens comme María Alonso

Pimentel, une marraine de cœur engagée aux côtés de l'AFFAMIR. Directrice au Ministère de la Santé à Valladolid en Espagne, María était au Cameroun où elle a rencontré les enfants qu'elle a choisi de soutenir depuis la création de la Kinder's House. Elle a bien voulu se confier à *Nkipentchui*.

Nk. María, bonjour.

María : Bonjour.

Nk : Qu'est ce qui vous amène au Cameroun ?

María : Je suis membre de l'AFFAMIR.

NK : Comment cela ? Vous êtes espagnole si je ne me trompe pas ?

María : En effet. Mais l'AFFAMIR est une ONG internationale dans laquelle les membres ou collaborateurs sont de toutes nationalités. Elle est ouverte à toute personne qui pense que l'égalité du genre est une des conditions nécessaires au développement durable.

NK : Comment avez-vous connu l'AFFAMIR ?

María : Un jour en surfant sur Internet, j'ai eu le plaisir de tomber sur une annonce de cette ONG qui recherchait de l'aide pour une école maternelle qu'elle souhaitait ouvrir en septembre de l'année dernière. J'ai pris contact avec sa coordinatrice et, après plusieurs mois de correspondance, j'ai décidé de venir voir sur place ce que ces femmes faisaient.

Nk : Mais il y a plusieurs ONG qui adoptent la même démarche. Pourquoi l'AFFAMIR et pas une autre ONG ?

María : Il faut dire que la démarche, très originale de cette ONG, m'a immédiatement séduite. L'idée venait des populations locales, des bénéficiaires qui avaient identifié eux-mêmes leurs besoins et sollicitaient un appui pour apporter une solution à un problème qu'ils rencontraient. Ces éléments sont très importants pour la réussite et durabilité d'un projet car, en fin de compte, je pense que l'on ne peut pas développer les gens. On doit plutôt faciliter leur développement, les accompagner et pas leur apporter des solutions toutes prêtes. Aider les gens à s'auto développer. Voilà ce qu'on devrait faire.

NK : Et que faites-vous exactement pour aider cette ONG ?

María : Ce que je peux, avec mes petits moyens. J'ai décidé de payer le salaire des deux maîtresses qui encadrent les élèves de la Kinder's House de Banock pendant un an. C'est que je pense que l'éducation est la clé pour sortir du cercle de la pauvreté. Que ce soit dans les pays en voie de développement ou en Occident car là-bas aussi il y a la pauvreté. Savoir lire, écrire, compter, savoir s'expliquer, remplir un formulaire dans un bureau, se faire comprendre, savoir si sa Carte d'Identité est périmée ou pas, savoir lire la notice d'un médicament, c'est le minimum ! Savoir cultiver les richesses locales, savoir se débrouiller seul, dans le respect de sa propre culture, cela me paraît plus important que jamais. Et pour cela, quoi de mieux que l'éducation ?

NK : On n'a donc pas besoin de toutes les grosses théories macroéconomiques pour bouter la pauvreté dehors ?

María : A mon avis, non. Il faut du concret. Les gens sont fatigués par des conférences et autres congrès nationaux et internationaux sur la pauvreté qui ne débouchent sur rien de concret. Ils veulent des actions qui vont les aider à mieux vivre leur quotidien difficile. Ils veulent du concret. Des actions, même petites car des petites actions faites par de petites personnes, dans l'anonymat font de très grandes actions. J'invite donc toutes les bonnes volontés camerounaises et étrangères à se mobiliser pour encourager cette initiative qu'a prise l'AFFAMIR. Il faut que nous l'aïdions, que nous rendions ses actions possibles. En faisant un don, de quelque nature que ce soit, en parrainant un élève ou un projet, en collaborant directement sur le terrain, en donnant un peu de notre temps. En faisant ce que nous pouvons avec ce que nous

avons, quand nous pouvons. C'est aussi simple que cela.

NK : Au moment où vous quittez le Cameroun, quelles sont vos impressions, María ?

María : Elles sont bonnes, très bonnes. Je ne m'attendais pas à voir ce que j'ai vu ici. Lorsque vous êtes de l'autre côté, vous avez une idée très noire de l'Afrique : des enfants couverts de mouches, des femmes squelettiques errant à la recherche du bois de chauffe, de l'eau ou de la nourriture, des adolescents disparaissant dans des montagnes spectaculaires d'ordures ou tuant leurs frères ou parents à l'aide de kalachnikovs, etc. Voilà l'image que nous avons de l'Afrique chez nous, image que nous présentent nos médias. Bien évidemment, cela n'est pas toujours vrai. Je viens de le constater.

NK : Vous êtes entraîné de retourner chez vous. Quel message allez-vous transmettre à vos compatriotes ?

María : Que l'Afrique n'est pas toujours ce qu'on leur dit ou leur fait croire. Ici il y a de la misère, certes. Il y a des enfants qui ont 40°C de fièvre, des centres de santé communautaires sans lits pour les malades, ni eau ni toilettes ou alors dans un très mauvais état. Que les femmes qui portent tout le poids des responsabilités familiales doivent parcourir des dizaines de kilomètres pour recueillir de l'eau, et faire à manger à leurs enfants avec très peu de moyens. Mais je leur dirai aussi que malgré tout ceci, les gens n'ont pas perdu l'essentiel : le sens de la vie. La valeur de l'être humain, valeur suprême. Il y a aussi d'autres valeurs que nous avons perdues en Europe mais qui sont pourtant importantes pour la vie en harmonie et en paix dans nos sociétés : le respect de l'autre, la solidarité, le partage. Ne perdez jamais ces valeurs-là ■

Par Céline Sika

Et si on en parlait ?...

La Caisse Populaire de Banéghang : une opportunité d'accès aux services financiers.

En Septembre 1997, douze habitants de Banéghang acceptent de se mettre ensemble pour créer une Coopérative d'Épargne et de Crédit. Ces membres fondateurs épargnent 18 000 F CFA (dont 12 000 comme parts sociales). C'est le point de départ d'une institution qui compte aujourd'hui 475 membres, une épargne (plus parts sociales) de plus de 23 millions et un total de bilan de plus de 30 millions au 31/12/2004. Récit d'une success story !

L'époque des fièvres de croissance

Cette voie vers le succès ne fut pourtant pas linéaire. De 1997 à 2001, la Caisse Populaire a traversé une zone plus que chaotique avec une progression poussive pour atteindre la centaine de clients et quelques 2 millions d'épargne. C'est l'époque des incertitudes. L'idée d'une Coopérative d'Épargne et de Crédit n'a pas bonne presse ici avec les faillites retentissantes avec comme conséquence la disparition des épargnes des populations.



Une vue de la Caisse Populaire à ses débuts...

Après plusieurs mois d'errance avec un bureau ambulant dont le point de chute était la boutique de Papa Carré, monsieur Takou Emmanuel (dit Mfédé) prêtera une chambre à la Caisse comme bureau (aujourd'hui, elle occupe deux pièces dans le même immeuble). Pendant cette même époque, un membre de son Conseil d'Administration acceptera de servir comme gérant contre une modique indemnité. Ce dernier utilisera à ses propres fins la moitié de l'encours des épargnes (alors de 1 500 000). S'en suivra alors une action judiciaire et ensuite son emprisonnement à titre d'exemple pour prouver que personne ne peut impunément utiliser l'effort des populations. Pendant plusieurs mois, la Caisse tanguera comme un navire en perdition avant de commencer un lent et très long redressement !

A la fin de 2001, la Caisse atteindra la barre psychologique de 100 membres !

Créer la confiance auprès des populations

En 2001, la Caisse confectionne un plan de développement triennal (2001-2003) dans lequel elle conceptualise un programme de micro crédits productif en direction des femmes. Ce programme utilise comme porte d'entrée vers cette nouvelle cible les groupes de tontine des femmes. Au même moment, l'AFFAMIR est créée et s'appuie dans un premier temps sur le groupe de tontine Femmes Solidaires. Ce groupe s'organise et côtise toutes les deux semaines pour inscrire une femme à la Caisse. En 2002, la Caisse gagnera plus de 150 membres parmi lesquels plus de 70% sont des femmes.

Cette action sera soutenue financièrement par la Rabobank Deurne (Hollande) et par la Rabobank Foundation. Dans cette action, son mécène sera Monsieur Théo Naus alors Directeur Général de la Rabobank de Deurne et membre du Conseil d'Administration de la Rabobank Foundation.

Dans ce programme, l'AFFAMIR (conseils sur l'utilisation et le remboursement des crédits) et la Caisse (donne les crédits) collaborent aujourd'hui avec 15 groupes et ont depuis lors distribué plus de 6 millions de FCFA aux femmes *via* leurs groupes de tontine. Au-delà de ces 15 groupes, la Caisse compte 33 autres groupes comme membres.

Cette action impulsera la confiance de la communauté envers la Caisse. Elle n'est plus perçue comme une structure externe à la société qui est venue l'exploiter (et peut-être disparaître avec ses maigres économies péniblement acquises). Fin 2002, la Caisse comptera près de 250 membres !

L'appropriation progressive par son conseil d'administration et par ses membres

La trajectoire de développement de la Caisse sera longtemps impulsée par un petit groupe de membres (fondateurs) jusqu'à 2002. La suspicion des populations ne disparaît pas encore et en dehors du Conseil d'Administration, la majorité des membres tardera à accepter la présence de la Caisse comme nouvel élément dans leur environnement pouvant les soutenir (par les crédits) dans leurs efforts de développement.

A partir de 2002 toujours, les attitudes commencent à changer : le Conseil d'Administration prend conscience de ses activités et joue de plus en plus activement son rôle. Les membres et la communauté font de plus en plus confiance à la Caisse pour les accompagner dans leur vie.

Cette attitude positive entraîne un professionnalisme progressif de l'administration et de la gestion de la Caisse. De façon régulière, la Caisse entame la recherche de sa viabilité financière et la recherche d'un plus grand impact. Début 2004, elle ouvre un point de collecte périodique à Bansa Chefferie.



Le personnel de la Caisse Populaire...

De nouvelles ambitions pour 2005:

Alors que commence l'année 2005, la Caisse qui a créé trois emplois (deux des employés sont des femmes), affiche de nouvelles ambitions : compter 600 membres en décembre prochain, intensifier son programme de crédit envers les femmes et avoir un total de bilan de plus de 50 millions ! ■

Jean Marc Sika

Membre de la Caisse Populaire Coopérative de Banéghang

Et si c'était vrai ?

L'Humanité en otage par Alain Genestar de *Paris Match* (Hebdomadaire français)

Tout va mieux. Techniquement. Les avancées de la science et de la médecine ont triomphé des vieilles maladies et ont fait reculer l'âge de la mort. L'électricité éclaire le monde ; le train, l'automobile et l'avion ont réduit les distances. L'agriculture produit davantage. Internet a accéléré les communications. Tout va plus vite, tout est plus performant et plus confortable.

Tout va mieux, donc, dans nos sociétés modernes. Tout progresse. Sauf une chose : l'homme.

Depuis sa création, mystérieuse, il n'a cessé de s'enrichir de découvertes matérielles qui ont amélioré, apparemment, ses conditions d'existence. Il s'est ouvert à la culture, s'est éduqué, a lu, écrit, vu. Il a pris tout ce qu'il pouvait prendre mais n'a

rien appris de lui-même. L'homme est resté un tueur. Un loup pour l'homme. Un barbare.

C'est ce que j'ai envie d'écrire pour débiter cet éditorial dont le thème est imposé par une actualité dramatique. La prise des otages en Irak de nos confrères journalistes, qui mardi matin n'étaient toujours pas libérés, et celle, simultanée, des enfants de l'école de Beslan, en Ossétie du Nord, ont provoqué des condamnations unanimes suivies d'analyses sur les circonstances locales et politiques. Mais au-delà des commentaires réfléchis, il y a cette réaction instinctive et humaine qui oblige à regarder en face ce que sont capables d'accomplir, en 2004, à notre époque dite moderne, des hommes contre d'autres hommes, des femmes et des enfants.

On pourrait relativiser de tels actes, pour tenter d'en atténuer les effets, s'ils constituaient une exception violente dans un monde apaisé. Or ils sont en phase avec un contexte général où la violence, qu'elle soit individuelle, groupusculaire, terroriste, gouvernementale ou d'Etat, est partout.

La violence des terroristes auteurs de la prise d'otages des enfants de Beslan, et d'un massacre orchestré impitoyablement est une folie qui ne saurait être assimilée à un geste politique éperdu de désespoir. Elle est, sans nuance, condamnable. Comme est indigne d'une démocratie, fut-elle naissante, la brutalité des autorités russes, policières ou militaires, qui ont livré l'assaut au mépris de la vie des otages. Aucune cause, d'un côté, ne peut « justifier » l'horrible mise en scène de boucliers humains, ni, de l'autre, aucune raison d'Etat « excuser » ce carnage.

De même, la violence, en Irak, des fanatiques intégristes qui assassinent ou kidnappent des témoins de la guerre s'accorde, en rimes de sang, avec celle du gouvernement américain qui a déclenché le feu sur le pays, tuant dans les villes des milliers d'innocents.

Aujourd'hui en Irak, comme en Ossétie du Nord ou en Tchétchénie, ou hier au Rwanda et ailleurs, la violence ne fait que répondre à la violence dans un infernal dialogue.

Face à ces images d'horreurs et d'inhumanité, on se rassure à bon compte en se persuadant, pour ne pas troubler sa conscience ni déranger son confort, que cette violence, après tout, s'exerce dans des contrées lointaines où les peuples ont des mœurs obscures ; qu'elle est donc la conséquence d'un déficit culturel. Or, outre que cette vision –répandue– est

méprisante, elle est démentie par notre histoire récente.

Il faut toujours garder à l'esprit que le plus grand déchaînement de violence, que les pires exactions humaines, que le recours systématique à des prises d'otages de civils, que les exécutions arbitraires, les déportations massives, les génocides se sont produits en Europe, au siècle dernier ; que l'idéologie nazie, coupable de ces crimes contre l'humanité, s'est développée dans l'un des pays, l'Allemagne, les plus cultivés du monde.

Il faut sans cesse se souvenir que le communisme est né en Europe, que Staline était adulé par des intellectuels ou des poètes français, que Pol Pot a fait ses études à la Sorbonne.

Il faut sans cesse se rappeler que la seule nation qui a osé utiliser l'arme nucléaire contre des dizaines de milliers de civils japonais, l'Amérique, était, déjà, une des plus civilisées de l'Histoire.

La violence n'a rien à voir avec la géographie et la culture. Elle est, cruellement, liée à l'homme. Le dire ne résout rien. Mais l'oublier est une faute de non-assistance à une humanité prise en otage par elle-même■

Dossiers

Les défis de l'éducation

La rentrée scolaire a eu lieu le 6 septembre dernier sur toute l'étendue du triangle national. Pendant que plusieurs parents se battaient depuis quelques mois pour doter leurs enfants du matériel nécessaire à leur formation pendant les neuf prochains mois, d'autres, par contre, ne se sentaient pas du tout concernés par cette frénésie. Dans les zones rurales, le phénomène était plus grave. Ici, envoyer les enfants à l'école est pour plusieurs personnes synonyme de perte de temps. « L'école ? Pour quoi faire ? Vous savez, on n'a pas besoin d'aller à l'école pour être quelqu'un. Regardez les Fotso Victor et autres André Sobaing. Ils ne sont jamais allés à l'école, et pourtant ce sont les plus riches de ce pays. Une banane qui va mûrir mûrira, même si on la met dans de l'eau. », disent les parents interpellés. On leur donnerait presque raison car en fait, les personnes citées vivent plutôt très bien. Mais ce que ces parents oublient c'est que Mr. Fotso Victor, par exemple, ne regrettera jamais assez de n'être pas allé à l'école car, même s'il a tout, comme lui-même le dit dans son excellent livre, *Le chemin de Hiala*, il est à jamais frustré, diminué par cet énorme handicap qui l'empêche de lire et écrire. Conscient de l'importance de l'éducation dans la vie d'un individu et de la société entière, il a tenu à construire

un établissement d'enseignement supérieur moderne dans son village afin, dit-il, que d'autres personnes ne soient pas comme lui.

L'accès au savoir, un droit fondamental

Eduquer et former, c'est développer durablement. Nous ne cesserons jamais de le dire à l'AFFAMIR et d'encourager les parents à envoyer leurs enfants à l'école, tous leurs enfants sans exception, même les filles, surtout les filles, victimes d'une discrimination qui est fortement ancrée dans notre société.



Eduquer une fille c'est éduquer toute une nation...

En fait, plusieurs parents ont très souvent la fâcheuse tendance à limiter les devoirs et responsabilités de ces dernières aux travaux domestiques et champêtres malgré l'obligation qu'ils ont de donner à leurs enfants au moins une éducation de base pouvant leur permettre de lire, écrire et compter. Pour ceux qui essaient de les envoyer à l'école du blanc, c'est en attendant de lui trouver un prétendant qui payera une bonne dot et servira de vache à lait à la famille après avoir emmené sa dulcinée. Dès que l'oiseau rare se présente, la scolarité de la fille est immédiatement interrompue. « J'étais déjà au CM1, et je voulais vraiment avoir mon CEPE et même aller au collège. Mais, un matin, mon père m'a appelée pour me présenter un monsieur qu'il avait choisi pour être mon mari. J'avais déjà vu ce dernier, qui pouvait avoir l'âge de mon père, chez nous à plusieurs reprises sans savoir ce qu'ils tramaient tous les deux. Quelques mois après cette présentation, on me maria », dit avec amertume M. Martine, quatrième épouse qui, pour faire survivre ses onze enfants, doit travailler dur pour arracher au morceau de terre surexploité que veut bien lui prêter son époux de maigres récoltes.

Parmi les raisons qui poussent certains parents à agir de la sorte, figure en bonne place le facteur culturel.

En effet, ils pensent que le rôle de la femme c'est d'être mère et épouse, rien de plus et, d'après eux, pour jouer ce rôle, c'est-à-dire, pour être une bonne mère et une épouse parfaite, qui sait appliquer à la perfection la règle des trois «S», c'est-à-dire se taire, se soumettre et subir, elle n'a pas besoin d'aller à l'école. Elle apprend ceci auprès de sa mère. Leur faire comprendre que la femme est capable de faire plus et mieux que cela est assez difficile. Même avec des exemples concrets. Le nombre, certes encore très insignifiant des femmes assumant des responsabilités dans notre pays et dans le monde, pourrait convaincre ces hommes et femmes de la nécessité d'envoyer leurs filles à l'école pour le bien de ces dernières –elles accéderont ainsi aux connaissances, savoirs et compétences importants pour pouvoir se faire une bonne place au soleil-, pour leur propre bien –si elles réussissent elles seront d'une aide très importante pour leurs parents et frères- et pour le bien de la société toute entière car éduquer une femme, ne l'oublions pas, c'est éduquer toute une nation.



La femme : mère, épouse mais aussi éducatrice...et bien d'autres choses

Ces femmes, qui ont investi des espaces masculins et font des métiers qui, il n'y a pas longtemps étaient encore réservés aux hommes, démontrent en faisant leur travail que nous, les femmes, avons des compétences, des potentialités, des capacités, de l'intelligence et surtout que, si nous ne faisons pas certaines choses, ce n'est pas parce que nous en sommes incapables, mais parce que l'on ne nous donne pas l'opportunité de montrer de quoi nous sommes capables, comme le dit si bien M. Martine : *« J'aurais pu être infirmière, ou même ministre comme celles que je vois tous les jours à la télévision si on me laissait aller jusqu'au bout de mon rêve. Mais on a brisé mes ailes. On m'a tuée. Et aujourd'hui, je ne peux que répéter le destin de ma mère. Ils m'ont fait du mal, profondément, en stoppant mon élan. Mais ils ont aussi causé un grave tort à toute ma famille car si j'avais été à l'école, je me débrouillerai mieux, je*

suis sûre. Je cultiverai mieux la terre». Plusieurs filles de notre communauté voient, elles aussi, comme M. Martine, impuissantes, leur rêve brisé, enterré, leur destin détourné. Pour éviter de continuer à assassiner des Mozart, nous devons faire de la nécessité de donner aux femmes et aux filles l'opportunité d'acquérir une éducation et d'achever leurs études notre priorité absolue.

Oublier les femmes c'est oublier le développement.

Notre pays a besoin de tous ses enfants pour se construire et il serait dommage de marginaliser ou négliger une bonne partie de cette ressource. Mais toute politique de développement passe obligatoirement par le renforcement du pouvoir individuel. Renforcer le pouvoir des individus veut dire permettre aux femmes comme aux hommes d'avoir les moyens de définir eux-mêmes leur propre modèle de développement, de le planifier, de l'exécuter avec les ressources dont ils disposent en tenant compte de leur culture, bref, de s'auto-développer. Or, pour être capables de faire ceci, ils doivent avoir les différentes compétences dont ils ont besoin. Il est donc clair que la solution passe par l'éducation, droit fondamental de tous les êtres humains et surtout arme aussi redoutable qu'efficace pour rompre définitivement le cercle de la pauvreté■

Par Céline Sika

Annonces et humours

ANNONCES

L'AFFAMIR et la population de Banéghang ont accueilli de juillet à octobre 2004 quatre volontaires espagnols.

Aída, coopérante du gouvernement basque, est venue aider l'AFFAMIR dans son programme de recyclage des enseignantes de la maternelle et du primaire. Pendant un mois, avec une dizaine d'enseignantes (de la Kinder's House et des autres écoles du village) elle a formé celles-ci aux techniques didactiques et à la psychologie de l'enfant.

Alejandra, Bruno étudiants en médecine de l'Université de Granada, et Miguel, coopérant du gouvernement basque, ont confectionné la carte sanitaire de Penka Michel en vue de la réalisation d'un projet de renforcement des capacités du secteur santé dans le village. Pendant plus de deux mois ils ont travaillé avec la quasi-totalité des centres de

santé avec qui ils ont mis en place les premières activités pour 2005.

En octobre et novembre nous avons eu la visite de quatre amis de l'AFFAMIR venant des Pays Bas : Théo et Annie Naus (Ancien directeur de la Rabobank Deurne et actuellement à la retraite), et Jeanne et Henk Opsteeh (ancien directeur général de la Rabobank de Panningen). Ils ont tout d'abord rendu visite aux autorités administratives de Penka Michel, aux deux Kinder's House, la Caisse Populaire et le Centre de Santé de Banéghang. L'AFFAMIR se joint à la population pour leur souhaiter un très bon retour à la maison!



Monsieur le Maire, Théo et Henk...



Une attitude de Monsieur le Sous Préfet en pleine conversation avec nos invités...



Henk et Annie avec leurs petits amis de la Kinder's House de Banock...

HUMOUR

Après plusieurs heures d'attente dans un bus, un passager s'écrit :

-Chauffeur, j'ai chaud.

Au chauffeur de répondre :

-C'est la ville qui te chauffe ou c'est moi qui te chauffe ? ■

Parenthèse santé...

Le savon sauve des vies...L'eau potable aussi !

Dans notre vie quotidienne, il y a des gestes simples que nous ne faisons pourtant pas très souvent, par oubli, par paresse, par ignorance, mais qui peuvent nous sauver la vie. Saviez-vous, par exemple que le savon sauve... des vies ?

En effet, si elles se lavaient les mains avec de l'eau et du savon, un million de personnes par an continueraient de vivre car elles ne succomberaient pas à des affections diarrhéiques, signale Val Curtis, maître de conférences à la London School of Hygiène and Tropical Medecine. Lors du Troisième Forum mondial de l'eau organisé au Japon, à Tokyo, M. Curtis a qualifié les microbes présents dans les excréments humains « d'ennemis publics numéro un ». Dans certaines communautés, accrochez-vous bien, il n'est pas rare que les femmes donnent à manger aux bébés ou préparent le repas familial après être allées aux toilettes et ce, sans se laver les mains, ouvrant ainsi bien grand la porte aux maladies qui se révèlent très souvent être mortelles. Pourtant, en se savonnant tout simplement les mains sous l'eau, on évite la propagation de virus et des bactéries mortels. Pour réduire le risque de maladies diarrhéiques, se laver les mains avec du savon serait trois fois plus efficace et rentable que de chercher à améliorer la qualité de l'eau. A bon entendeur, salut ! ■



Utiliser du savon pour se laver les mains et le corps mais aussi et surtout de l'eau potable et non l'eau des rivières, porteuses de nombreuses maladies...

Planète solidarité...

Avec la volonté, tout est possible...

Il y a quelques mois, plus précisément le 8 août dernier, notre conteneur que nos amis du Groupe de Scout Makarenko de Barcelone nous avaient envoyé au début du mois de mai est arrivé à Banéghang. Nous n'en croyions pas et continuons toujours à ne pas croire nos yeux ! Pourtant, il faut bien le croire : notre conteneur est bel et bien là !



Jeunes de Banéghang déchargeant le conteneur au village...

Malgré tous les obstacles qui ont jonché son parcours depuis Barcelone -où les organismes publics et privés qui avaient été sollicités pour subventionner son transport et dédouanement jusqu'à Banéghang ont tout simplement refusé d'apporter un seul euro au projet parce que nos partenaires catalans, le Groupe de Scout Makarenko et l'ONG IDH=, ne font pas partie du cercle fermé des ONG mafieuses qui prétendent aider les nécessiteux du tiers et quart monde alors qu'en fait, elles ne servent que leurs propres intérêts- jusqu'à Douala et Kekem où des fonctionnaires camerounais du port, préoccupés uniquement par la course à l'enrichissement illicite, rapide et sans efforts, à tout prix et, surtout englués et rongés jusqu'à la moelle par la corruption -véritable plaie qui met en péril non seulement l'économie de notre pays mais aussi des vies et destins entiers- ont été incapables de comprendre qu'il y a encore dans ce monde des êtres humains prêts à agir sans intérêts, à regarder ailleurs que leur nombril, à écouter l'autre qui souffre et, surtout, à lui tendre la main pour l'aider à se lever et marcher tout seul, en passant par bien d'autres faits absolument surréalistes, et qui n'honorent pas du tout notre pays, nous avons pu acheminer notre conteneur jusqu'au village. Tous ces tracas nous ont coûté énormément, en temps,

en énergie, en nerfs et en argent. Mais, grâce à la solidarité, une des valeurs solides sur lesquelles se sont construites et ont grandi nos sociétés, nous avons pu mener à bien ce projet vital. Ce mot magique, puissant, capable de faire bouger même des montagnes, a encore agi, et même là où on ne s'y attendait pas.

Quelle lecture faire de tout ceci ? Que cette valeur chère à l'Afrique, symbole de l'Afrique n'a pas totalement disparu, phagocytée par la modernité et son cortège d'égoïsme, d'indifférence au sort d'autrui, de matérialisme. Toutes les bonnes volontés que j'ai trouvées, toutes les aides, quelques unes obscures, montrent à quel point la mobilisation peut être grande quand on a l'intime conviction de travailler pour l'avenir et le bien commun. Cet avenir que nous, à l'AFFAMIR, luttons pour qu'il ne soit plus synonyme d'incertitude, de souffrance, de peur et de menace, mais tout simplement meilleur, est celui des enfants de Penka Michel. Du Cameroun tout entier parce que ce qui appartient à la partie appartient à l'ensemble. L'avenir de nos enfants mais notre avenir à nous tous aussi. Mais cet avenir ne sera jamais, si aujourd'hui ne le prépare pas. Et, cet aujourd'hui, c'est nous tous, c'est vous, c'est nous, c'est toi, c'est moi, c'est ces bonnes volontés grâce à qui le destin de plusieurs enfants de notre communauté va irrémédiablement changer.

Permettez-moi de citer, pour les remercier sincèrement, en mon nom propre et aussi au nom de l'AFFAMIR, tout le personnel de la Société Fokou ainsi que ses dirigeants, qui nous ont accompagnés et assistés non seulement pour la création à Banéghang, en septembre 2003, de notre première école maternelle, la Kinder's House, mais aussi dans la gestion du dossier complexe du conteneur dans ce labyrinthe sans fin qu'est le port de Douala, sans oublier la présidente d'honneur de l'AFFAMIR, María Alonso Pimentel de Valladolid, le groupe de Scout Makarenko de Barcelone, qui a offert le matériel et s'est battu pour que le conteneur arrive à Banéghang malgré ses difficultés financières de dernière minute, Me Penka Michel, Mr. Zotegoung Gabriel des Etablissements Sozocam, Cédric et Marie Michèle Sika, ainsi que Mr. Kache Maurice et tous les jeunes du carrefour Banéghang qui se sont spontanément levés, tous, comme un seul homme, ce 8 août 2004, pour décharger le conteneur et ranger son contenu en lieu sûr, etc. L'union fait la force ! ■

Par Céline Sika